

Autorisation de voirie n°2024.138 bis portant permis de stationnement

ROUTE DE LA MANCHE

Monsieur le maire,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6,

VU le Code général de la propriété des personnes publiques,

VU le Code de la voirie routière,

VU le Code de la Route et l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire),

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités territoriales,

VU la demande en date du 06/05/2024 par laquelle Les Chalets Dutruel demeurant 1976 Route de Grange Blanche 74500 Bernex représentée par Monsieur Vincent DUTRUEL pour le compte de GAYDON TP demeurant 411 Route de Thonon 74110 Essert Romand représentée par Monsieur Cédric GAYDON demande l'autorisation d'occuper temporairement le domaine public :

- stationnement de véhicule de chantier (pour déchargement d'une pelle) ROUTE DE LA MANCHE "lieu-dit la Mernaz" Les sources d'en bas,

ARRÊTE

Article 1 - Autorisation

Le bénéficiaire (GAYDON TP) est autorisé, sous réserve de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, et sous réserve de l'obtention si nécessaire d'un arrêté de circulation, à occuper le domaine public, conformément à sa demande :

ROUTE DE LA MANCHE "lieu-dit la Mernaz" Les sources d'en bas

- du 17/05/2024 au 31/05/2024, stationnement de véhicule de chantier (pour déchargement d'une pelle) sur l'accotement, sur la chaussée
 - Surface occupée en m² : 20 mètre(s) carré(s)

Article 2 - Sécurité et signalisation

GAYDON TP devra signaler les objets autorisés à occuper le domaine public conformément à la réglementation en vigueur à la date de l'occupation, telle qu'elle résulte notamment de l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie, consacrée à la signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié.

Si l'occupation entraîne une gêne aux usagers de la voie ou une modification des règles de circulation et / ou de stationnement, le bénéficiaire devra demander aux services gestionnaires un arrêté particulier réglementant ces dernières.

La signalisation devra alors respecter les prescriptions particulières de l'arrêté de police spécifique délivré.

Article 3 - Responsabilité

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'installation, de l'occupation ou de l'exploitation de ses ouvrages.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui.

Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Il se devra d'entretenir l'ouvrage implanté sur les dépendances domaniales, à charge pour lui de

solliciter l'autorisation d'intervenir pour procéder à cet entretien auprès du signataire du présent arrêté.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4 - Redevance

En contrepartie de l'occupation du domaine public routier, le permissionnaire versera au gestionnaire du domaine public, une redevance dont le montant est calculé conformément aux dispositions décidées par délibération D_2023_09_07 des tarifs municipaux 2024 applicables au 01/01/2024 du Conseil Municipal du 14/09/2023. Les modes de calcul varient selon les périodes (hors saison et saison touristique)

Article 5 - Autres formalités administratives

Le présent arrêté ne dispense pas d'obtenir si nécessaire les autorisations prévues par le Code de l'urbanisme, le Code de la Route ou toute autre réglementation s'appliquant en l'espèce.

Article 6 - Remise en état des lieux

Dès la fin de l'occupation, le bénéficiaire est tenu d'enlever les matériaux excédentaires, de rétablir dans l'état initial la voie et ses dépendances, et de réparer tout dommage qui aura pu y être causé.

Article 7 - Validité, renouvellement et remise en état

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire ; elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

La demande de renouvellement devra être présentée par le bénéficiaire deux mois avant la date d'expiration de la présente autorisation.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans un délai d'un mois à compter de la révocation ou au terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, un procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés aux frais de l'occupant, dès lors que des travaux de voirie s'avéreront nécessaires.

Fait à Morzine, le 13 mai 2024

Monsieur le maire


Pour le maire et par délégation,
Bernard FOURNET
adjoint au maire de Morzine
Jean-François BERGER

DIFFUSION :

- GAYDON TP
- Les Chalets Dutruel, liste de transport générale de Morzine

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.

Arrêté temporaire n°2024.138
Portant réglementation du stationnement et de la circulation

ROUTE DE LA MANCHE

Monsieur le maire,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6,

VU le Code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-21-1, R. 413-1 et R. 417-10,

VU la demande en date du 06/05/2024 émise par Les Chalets Dutruel demeurant 1976 Route de Grange Blanche 74500 Bernex représentée par Monsieur Vincent DUTRUEL pour le compte de GAYDON TP demeurant 411 Route de Thonon 74110 Essert Romand représentée par Monsieur Cédric GAYDON aux fins d'obtenir un arrêté de réglementation du stationnement et de la circulation,

CONSIDÉRANT que des travaux de sondage de sol rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée du stationnement et de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 17/05/2024 au 31/05/2024 ROUTE DE LA MANCHE,

ARRÊTE

Article 1

À compter du 17/05/2024 et jusqu'au 31/05/2024, sur une période de deux jours, les prescriptions suivantes s'appliquent ROUTE DE LA MANCHE, "lieu dit La Mernaz" Les sources d'en bas :

- Un rétrécissement de chaussée, entraîne une modification des conditions de circulation et de stationnement. Les véhicules police et secours ont la priorité de passage sur les autres véhicules. La vitesse des véhicules est limitée à 30 km/h. Les emplacements de stationnement situés au droit de l'empiètement sont neutralisés.
- Stationnement d'un camion pour décharger une pelle pour travaux de sondage des sols ;

Article 2

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, GAYDON TP.

Article 3

Monsieur le maire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Morzine, le 13 mai 2024

Monsieur le maire ~~_____~~ **Pour le maire et par délégation,**
Bernard FOURNET
adjoint au maire de Morzine



Jean-François BERGER

DIFFUSION:

- GAYDON TP
- Les Chalets Dutruel, liste de transport générale de Morzine.

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du

présent document.

Document communiqué en vertu de
la Loi sur l'accès à l'information
Document released pursuant to
the Access to Information Act